Réponse du Conseil administratif à la motion du 16 janvier 2018 de M^{mes} et MM. Ariane Arlotti, Brigitte Studer, Morten Gisselbaek, Albane Schlechten, Hélène Ecuyer, Alfonso Gomez et Annick Ecuyer: «Promouvoir les pratiques sportives des femmes».

TEXTE DE LA MOTION

Considérant:

- les résultats de l'enquête réalisée récemment par la Ville de Genève: «Genre et sports»;
- que 70% des ressources allouées aux activités sportives subventionnées sont utilisées par des hommes;
- que les activités sportives majoritairement masculines sont davantage subventionnées que les activités sportives majoritairement féminines;
- que les hommes bénéficient de 3 à 10 fois plus d'offres d'activités correspondant à un stéréotype de sexe que les femmes;
- que les hommes sont ainsi plus nombreux à bénéficier d'une aide publique par l'intermédiaire de leur association ou club sportif;
- que 30% des femmes ayant répondu à l'enquête disent avoir été témoins de propos ou de gestes sexistes et 26% en avoir vécu dans le cadre de leurs activités sportives. Cette proportion monte à 53% chez les étudiantes;
- que 43% des femmes ayant répondu à l'enquête pensent que le sport féminin bénéficie des mêmes avantages que le sport masculin,
- que 35% des femmes ayant répondu à l'enquête préfèrent les pratiques sportives non mixtes,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à organiser des cours qui s'adressent à tous les clubs subventionnés, afin de les inciter concrètement à devenir proactifs dans la lutte contre les discriminations et particulièrement les inégalités entre hommes et femmes. Pour ce faire, il est également proposé d'élaborer une charte.

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le Conseil municipal a voté cette motion le 6 octobre 2021. Depuis plusieurs années maintenant, la Ville de Genève a développé des mesures visant à lutter contre les discriminations, dont les inégalités entre hommes et femmes.

En matière sportive, les réflexions et les actions sont nombreuses; leur mise en œuvre est toutefois longue, en partie du fait d'un tissu associatif composé presque exclusivement de bénévoles avec des niveaux de formation, des disponibilités et des sensibilités très différents.

Constat – Pratique féminine du sport à Genève

- Dans le canton de Genève, 45% des hommes feraient du sport plusieurs fois par semaine, contre 32% des femmes.
- Aggravée à l'âge adulte, cette différence s'estomperait au-delà de 50 ans, les hommes «décrochant» de leurs activités sportives préférées.
- Le sport féminin utiliserait moins les infrastructures publiques que le sport masculin.
- 70% des ressources allouées aux activités sportives subventionnées sont utilisées pas les hommes (selon une première analyse des effectifs par sexe des associations subventionnées).

Suite à ces constats, la Ville de Genève a lancé, en 2014, une réflexion rassemblant plusieurs services – le Service des sports (SPO), le Service de la jeunesse (SEJ), le Service des écoles et institutions pour l'enfance (ECO), et le Service Agenda 21, Ville durable (A21) – sur les stéréotypes et discriminations de genre dans le domaine du sport et des loisirs sportifs. Un programme d'événements de sensibilisation a été décliné durant toute l'année 2014, en partenariat avec les institutions et associations actives dans les réseaux du sport, de la jeunesse, de l'égalité entre femmes et hommes et des droits des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres ou intersexués (LGBTIQ).

Au cours des années 2016 et 2017, la Ville de Genève a réalisé l'enquête «Genre et sport». Elle s'est basée sur plusieurs méthodes, dont un questionnaire en ligne et une série de focus-groupes. Plus de 1600 Genevoises ont répondu au questionnaire en ligne, signe de l'intérêt porté à la thématique de la pratique du sport par les femmes à Genève.

L'enquête a révélé que:

- Les femmes déclarant ne pas avoir d'activité sportive sont prioritairement âgées de 26 à 45 ans. Elles se répartissent dans l'ensemble des catégories socioprofessionnelles et ne sont que 12% à ne pas vouloir pratiquer davantage de sport.
- 75% des femmes ayant répondu à l'enquête disent avoir dû réduire ou suspendre leurs activités sportives au cours de leur vie.

Les raisons majeures étant:

- Les enfants/famille/grossesse (41,2%), le travail (18,5%), le manque de temps (10,8%) ou encore les problèmes de santé (10,1%).
- Les besoins d'équipements que l'on ne trouve pas toujours à proximité du domicile.
- Les problèmes liés aux stéréotypes de genre: pudeur, vêtements, sentiment d'infériorité, sexisme. Sentiment d'insécurité dans l'espace public.

L'enquête montrait aussi que les femmes font l'expérience de situations de sexisme ou de harcèlement dans le cadre de leurs pratiques sportives qui peuvent les conduire à l'arrêter. En effet:

- 30% des femmes ayant répondu à l'enquête disent avoir été témoins de propos ou de gestes sexistes,
- 26% disent avoir vécu de tels propos ou gestes. Cette proportion monte à 53% chez les étudiantes.

Suites données à l'enquête

Depuis 2018, un plan d'action interdépartemental met en œuvre les recommandations de l'enquête pour promouvoir davantage l'égalité dans le sport. Les mesures prioritaires pour le SPO qui seront mises en œuvre durant cette législature sont les suivantes:

1. Comprendre et mettre en place des mesures correctives face au décrochage des adolescentes

Pour la mise en œuvre du soutien à la pratique sportive des femmes et son intégration dans le plan directeur des sports (feuille de route du département de la sécurité et des sports (DSSP), l'enjeu des freins à la pratique sportive au moment de l'adolescence ou pour les jeunes femmes est particulièrement important. Le SPO prévoit, au cours des années 2022 à 2024, de conduire une enquête en collaboration avec l'A21, afin de pouvoir mettre en place des actions correctives au sein des associations sportives.

Les pratiques sportives ont, en effet, tendance à devenir non mixtes et séparent filles et garçons à l'adolescence (stéréotypes de sexe). On parle de désintérêt du sport à la puberté, de résistances dues à la pudeur dans les sports d'équipe, et d'une réticence à partager les vestiaires et les douches, ce qui expliquerait en partie le décrochage des activités sportives. Les filles abandonnent donc progressivement leur pratique sportive faute de suffisamment de sections féminines mises en place par les clubs, de soutien plus actif à l'école, d'encouragement

plus insistant pour la poursuite de la pratique ou d'équipements adaptés à leur pratique et à l'évolution de leur rapport au corps.

L'enquête sur les pratiques sportives des femmes à Genève (2016-2017) commandée par la Ville de Genève relevait, notamment, que «l'utilité d'équipements non mixtes dans les sports de compétition serait non négligeable: les responsables d'un club de volleyball majoritairement féminin (300 filles, 15 garçons) plaident l'intérêt de la salle qu'ils utilisent pour le sport de compétition féminin. Le club est obligé de refuser des demandes d'inscription de filles chaque année, faute de place. Le fait d'avoir une continuité des équipes des poussines à la Nationale B stimule l'esprit de compétition. Les volleyeuses sont à l'aise dans l'équipement (vestiaires, abords, commodités, etc.), assidues aux entraînements et aux matches, contrairement aux idées reçues qui voudraient que les filles ne soient pas sportives, décrochent à l'adolescence ou n'aient pas le goût de la compétition»¹.

Outre l'importance de l'école et des enseignant-e-s, le rôle des médias, le regard social, le rapport au corps, le rôle de l'entourage et des parents pour encourager les jeunes femmes est très important, de même que la pratique sportive en mixité qui favorise, en général, la conception masculine de la pratique sportive.

2. Lutter contre le sexisme et le harcèlement dans les infrastructures sportives

Avant de pouvoir développer des mesures avec les clubs et associations sportifs soutenus par la Ville de Genève, la sensibilisation et la formation du personnel du SPO sur les enjeux de genres, d'égalité, de mixité et de prévention sont prioritaires. C'est la raison pour laquelle, dès 2022, des ateliers de prévention et des formations sur mesure seront déployés. Ceux-ci s'inscriront dans la poursuite des décisions du Conseil administratif sur la formation sur le harcèlement sexuel pour l'ensemble du personnel municipal.

Trois projets visent de fait à favoriser l'accès aux infrastructures sportives et la promotion d'espaces sûrs, égalitaires et accueillants:

- Le lancement, en 2019, de la campagne «Objectif zéro sexisme dans mon sport», à l'intersection des enjeux d'égalité dans l'espace public et dans le sport. L'objectif de cette dernière est de favoriser l'accès aux infrastructures sportives et de promouvoir des espaces sûrs, égalitaires et accueillants. La reprise de cette campagne est prévue pour 2022.

¹ https://www.geneve.ch/sites/default/files/fileadmin/public/Departement_1/Autres_fichiers/dossier-info-genre-sports/VdG-EnqueteGenreSports-RapportMandat23022017-VF.pdf, Entretiens avec les actrices et acteurs du monde sportif à Genève.

- L’accompagnement de la mise en œuvre des mesures fédérales de prévention des abus dans le sport, le service d’aide Integrity, centre d’aide et de consultation de premier recours servant à dénoncer les abus et à donner les bonnes orientations aux victimes et aux clubs mis en place début 2021.¹
- Le développement d’un projet pilote de garde d’enfants (0-8 ans) au Centre sportif du Bout-du-Monde.

3. Développer des collaborations pour sensibiliser les clubs et associations sportives

La reprise de la campagne «Objectif zéro sexisme dans mon sport» sera accompagnée d’un kit de campagne pour les usagères et usagers sur le sexisme et le harcèlement, ainsi que les bonnes pratiques permettant de les prévenir.

En outre, dès 2022, le Canton, la Ville de Genève et l’Association genevoise des sports (AGS) collaboreront en vue de créer, au sein de l’AGS, un poste de «chargé-e de prévention dans les milieux sportifs genevois» afin de promouvoir un sport «propre, fair-play et performant». Ces mesures viseront aussi à intervenir dans le cadre des formations du personnel encadrant (entraîneur-e-s Jeunesse et sport, etc.) pilotées par la Confédération et le Canton. L’une des mesures pourrait résider dans la mise en place d’une charte de bonnes pratiques dans le sport contre l’ensemble des discriminations. L’un des objectifs communs sera de constituer un réseau de référence et de coordonner l’élaboration d’un plan d’action pour une politique de prévention dans le sport pour Genève.

4. Développer l’offre sportive pour les femmes et la visibilité du sport féminin

Afin de répondre à l’augmentation de l’offre sportive destinée aux femmes, le SPO développe des activités et des cours sportifs spécifiques. Parallèlement au soutien fourni aux associations, le SPO met à la disposition du public une offre d’activités sportives (pour les seniors, les adultes ou les enfants) qui a pour caractéristique d’être mixte et intergénérationnelle. Ainsi, en 2015, la part des femmes/filles ayant participé aux activités adultes et seniors proposées se montait à 75% et à 38% pour les activités enfants et jeunes. L’offre mise en place depuis l’été 2021 à la Canopée, sur le quai Gustave-Ador, a ainsi répondu aux attentes d’un public essentiellement féminin (qui représente 80% des usagers et usagères des cours proposés). En outre, des cours en non-mixité visant à casser les stéréotypes sexuels traditionnels sont également organisés (par exemple à l’été 2021 à la pointe de la Jonction avec 40 heures de cours (sur 200) spécifiques).

¹ Conformément aux décisions fédérales, Integrity sera remplacé en 2022 par le service de signalement national indépendant «Swiss sport integrity», qui ne dépendra plus de Swiss Olympic, mais de la fondation Antidoping Suisse.

En outre, le SPO a pour mission d'encourager le développement du sport féminin via le soutien à la promotion du sport féminin (initiations, démonstrations et activités en non-mixité, par exemple), une enveloppe budgétaire spécifique dotée de 200 000 francs et la réalisation d'actions de sensibilisation telles que celles qui seront organisées en marge de la fan zone à l'occasion de l'Euro féminin 2022. L'organisation de cette fan zone, tout comme la venue d'une étape de la première édition du Tour de Romandie féminin, seront également de nature à donner de la visibilité au sport féminin pour susciter des vocations chez les jeunes filles.

Enfin, le SPO collabore au projet de budgétisation sensible au genre, piloté par le département des finances, de l'environnement et du logement (DFEL), comme outil de promotion de l'égalité.

Au nom du Conseil administratif

Le secrétaire général:
Gionata Piero Buzzini

La vice-présidente:
Marie Barbey-Chappuis